



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

COMMUNIQUÉ

« Hydro-Québec ne peut plus nous ignorer, elle doit respecter la population de la région! »

– Bertrand Méthot, représentant régional de la FTQ sur la Côte-Nord

Havre-Saint-Pierre, le 13 décembre 2011 – Le Syndicat canadien de la fonction publique et ses trois syndicats d’Hydro-Québec — représentant les employés de métiers (section locale 1500), des techniques professionnelles et de bureau (section locale 2000) ainsi que les technologues (section locale 957) — demandent à la société d’État de construire en zone urbaine, à Havre-Saint-Pierre, les installations dont elle a besoin pour mener à bien ses activités sur la rivière Romaine et dans la région.

« Je suis fier d’annoncer que nos syndicats ont uni leurs voix avec celles du préfet de la municipalité régionale de comté de la Minganie, Julien Boudreau, et du maire de Havre-Saint-Pierre, Berchmans Boudreau, pour exiger d’Hydro-Québec de mettre fin à son projet de construire son centre de service en dehors de la ville, à près de 50 kilomètres dans la forêt près de la centrale Romaine 1, rendant ainsi peu intéressants les emplois pour les citoyens des municipalités environnantes et entraînant des coûts énormes en déplacements pour les travailleurs », a soutenu le représentant régional de la FTQ sur la Côte-Nord, Bertrand Méthot.

Ce dernier estime qu’Hydro-Québec n’a pas beaucoup de respect pour l’emploi local et les retombées économiques régionales du projet de La Romaine, alors que la région produit près de 50 % de toute la production électrique du Québec.

Le « capital » d’Hydro-Québec : des hommes et des femmes d’ici

« Depuis la fin des années 1990, on n’en finit plus de compter les occasions où la société d’État a diminué ou a mis fin à certains de ses services. Aujourd’hui, il est impératif d’avoir en région autant le personnel d’entretien et de service administratif, que les services techniques et professionnels. Le « capital » d’Hydro-Québec, ce n’est pas simplement la possibilité de produire à grands frais de l’électricité, c’est aussi d’offrir chez nous, aux hommes et aux femmes du territoire, des emplois de qualité et bien payés. »

Le représentant de la FTQ rappelle que dernièrement, le service de répartition (contrôle du réseau) s’est vu réduit à sa plus simple expression. Ces activités ont été exportées vers les grands centres au Québec.

« Ça n'a pas de sens. Le plus grand réseau de production et de transport d'électricité de la province s'est ainsi privé du travail d'ingénierie, d'informatique et des techniques d'exploitation, sans compter le travail d'encadrement et de bureautique. Et à Québec, on nous parle des bienfaits du développement régional. On se moque de nous », a ajouté Bertrand Méthot.

Celui-ci dénonce du même coup la fermeture par Hydro-Québec TransÉnergie de ses ateliers de disjoncteurs à Baie-Comeau, puis de ses services à la clientèle et de recouvrement à Sept-Îles. Dans le même ordre, la société a annoncé une réorganisation majeure de ses effectifs en région pour les concentrer davantage au siège social. Cela va jusqu'à la fermeture du centre d'infirmier dans une région aussi éloignée que la centrale de Manic-5.

La balle est dans le camp d'Hydro-Québec

En conclusion, le représentant régional se dit offusqué de ce que « *le bateau amiral se soit développé sans permettre à la région de participer à son expansion, à la hauteur des ressources naturelles qu'il soutire localement. Assez, c'est assez! Après nous avoir promis aux audiences du BAPE 110 emplois qui fondent comme neige au soleil, il faut qu'Hydro-Québec installe ses services à Havre-Saint-Pierre, qu'elle y prévoie les services d'entretien de la flotte de véhicules et d'appareils de levage ainsi que les installations nécessaires à l'accueil du personnel appelé à œuvrer dans les différents postes et centrales. Avec la force que représentent les dirigeants de la MRC de la Minganie, de Havre-Saint-Pierre et avec l'appui de nos syndicats, Hydro-Québec ne peut plus nous ignorer!* »

La FTQ compte plus de 12 000 travailleurs et travailleuses sur la Côte-Nord.